A 2024-124

Mairie de REDESSAN

ARRETE DE POLICE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

Parvis Salle Polyvalente – Rue de la République Commune de REDESSAN,

LE MAIRE

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU la demande du Comité des Fêtes,

CONSIDERANT la demande du bénéficiaire d'occuper le parvis de la Salle Polyvalente Numa GLEIZES pour la soirée « Bodega » organisée à l'occasion de la fête votive 2024 et qu'il convient d'autoriser l'occupation du domaine public ;

ARRETE

ARTICLE 1: Autorisation

Le Comité des Fêtes est autorisé à occuper le parvis de la Salle Polyvalente Numa GLEIZES sise Rue de la République, pour l'organisation d'une soirée « Bodega », à l'occasion de la fête votive 2024.

L'autorisation est délivrée du vendredi 9 août 2024 à 12h00 au dimanche 11 août 2024 à 16h00.

Il est précisé que l'animation musicale et les activités relatives à l'exploitation d'un débit de boissons temporaires sont seulement autorisées le samedi 10 août de 19h00 au dimanche 11 août 2024 à 01h00.

ARTICLE 2: Conditions d'exploitation

L'occupant doit respecter les règles de l'hygiène publique.

L'occupant doit veiller au bon fonctionnement, dans le strict respect des conditions d'hygiène, de l'assainissement, des sanitaires du personnel ainsi que des sanitaires accessibles à tout public, qui seront maintenus en état de propreté par l'occupant.

La gestion des déchets est assurée par l'occupant, qui évacue à ses frais les déchets de ses activités.

De plus l'occupant veillera, aux alentours de l'espace occupé, au ramassage des déchets provenant notamment de son activité.

Ils devront être restitués à la fin de la durée de la convention. Les biens endommagés devront faire l'objet d'un remplacement à la charge de l'occupant.

De manière générale, l'exploitation par l'occupant ne doit pas avoir pour conséquence de troubler l'ordre public.

ARTICLE 3: Formalités Administratives

Le bénéficiaire de la présente autorisation veillera à signaler tout changement à la commune, relatif à l'association.

ARTICLE 4: Résiliation

La commune peut, par tout moyen et sans délai de préavis, abroger le présent arrêté avant la date d'expiration prévue, en cas de force majeure, de motif sérieux, de manquements graves aux obligations ci-dessus énoncées ou si les pratiques constatées du bénéficiaire sont conditions contraires aux dispositions stipulées dans le présent arrêté.

ARTICLE 5

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, La Secrétaire Générale, La Police municipale, Le bénéficiaire,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

Le Préfet du département

Fait à REDESSAN, le 23 juillet 2024

Fabienne RICHARD - TRINQUIER

Maire de REDESSAN

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficialre est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.